



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Lundi le 3 avril 2006

Discours du Trône - Le nouveau gouvernement doit assurer un financement stable aux services de garde à l'enfance

OTTAWA - Des parents, des maires, des sénateurs, des militants et des organisations représentant des femmes d'affaires et des conseils scolaires sont parmi un vaste éventail de Canadiens qui s'intéresseront au discours du Trône de demain, pour y trouver un signe qui leur permettra de croire que le nouveau gouvernement financera un programme de services de garde d'enfants de qualité, selon l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance. Monica Lysack, directrice exécutive de l'ACPSGE, croit que les conservateurs doivent prêter l'oreille aux Canadiens qui demandent un financement stable pour des services de garde d'enfants de qualité.

"En un peu plus d'un mois, et presque sans publicité, plus de 30 000 Canadiens, dont Hailey Winckenheiser, médaillée d'or aux Jeux Olympiques, des sénateurs, des maires et le chef de la police de Cornwall, ont signé une lettre adressée au premier ministre du Canada, aux leaders de l'opposition et aux premiers ministres des provinces :

Nous vous demandons de travailler ensemble à l'instauration d'un programme national de services de garde à l'enfance, comme vous l'aviez promis. Pour ce faire, il faut commencer par protéger les ententes conclues entre le gouvernement du Canada et les provinces sur les services éducatifs et de garde. Les ententes fédérales-provinciales sur les services de garde ont été négociées de bonne foi. Elles constituent la base d'un système complet de services éducatifs et de garde qui répond aux besoins de toutes les familles canadiennes. Leur annulation retarde de plusieurs années le développement d'un programme national et oblige les familles qui ont de jeunes enfants à se débrouiller seules. En reniant ces ententes, non seulement le gouvernement perd-il la confiance du public mais il élimine aussi près de 4 milliards \$ du financement des services de garde. Les électeurs n'ont pas donné au nouveau gouvernement le mandat de faire marche arrière en matière de services de garde à l'enfance. Bien que le soutien du revenu des familles soit un objectif politique louable, une allocation familiale imposable et un crédit d'impôt pour les employeurs ne permettront pas de créer des services éducatifs et de garde de grande qualité, viables et à coût abordable. Les familles ont besoin de soutien du revenu et de services de garde financés par l'Etat. Nous demandons à tous les gouvernements de protéger et de consolider les gains réalisés en matière de services de garde à l'enfance.

Pour Mme Lysack, l'allocation imposable de 1 200 \$ par année proposée par les conservateurs n'offrira ce dont ont besoin les familles d'aujourd'hui en matière de services de garde, c'est-à-dire l'accès à des places en garderie à coût abordable, en plus d'un soutien du revenu.

Et le crédit d'impôt à l'employeur suggéré par les conservateurs ne permettra pas non plus de créer ces places, affirme Monica Lysack. Le gouvernement de Mike Harris, en Ontario, avait mis en place un plan semblable, et il a connu un échec retentissant. "Peu d'employeurs ont la taille voulue pour entreprendre l'administration d'un programme de garderie. Il faut aussi beaucoup plus qu'un crédit d'impôt de 10 000 \$ pour créer des places de qualité et l'absence de

fonds d'exploitation est un autre important obstacle au démarrage d'un nouveau programme de garderie."

"Partout, les Canadiens demandent au gouvernement d'agir pour les enfants et pour les familles en offrant aux collectivités le financement nécessaire pour mettre en place des programmes de développement de la petite enfance et de services de garde de qualité", conclut Mme Lysack.

L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSGE) a été fondée en 1983 dans le but de promouvoir des services de garde à l'enfance de qualité, inclusifs, financés par l'Etat, sans but lucratif et accessibles à tous. L'association compte plus de 140 000 membres comprenant parents, intervenantes en services de garde, chercheurs et étudiantes, ainsi que groupes de femmes, organismes de lutte contre la pauvreté et de justice sociale, syndicats, associations de personnes ayant des limitations fonctionnelles et groupes représentant les communautés rurales.

—30—

Pour information: Monica Lysack, directrice générale -- 613-594-3196 et 613-286-5892 (cel.)
ou

Jody Dallaire, porte-parole francophone, Nouveau Brunswick, (506) 878-8666

L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSGE) a été fondée en 1983 dans le but de promouvoir des services de garde à l'enfance de qualité, inclusifs, financés par l'État, sans but lucratif et accessibles à tous. L'association compte plus de 140 000 membres comprenant parents, intervenantes en services de garde, chercheurs et étudiantes, ainsi que groupes de femmes, organismes de lutte contre la pauvreté et de justice sociale, syndicats, associations de personnes ayant des limitations fonctionnelles et groupes représentant les communautés rurales.